



ACLED

Bringing clarity to crisis

ACLED 2018 : Bilan de l'année

ACLED a le plaisir de publier son rapport annuel 2018 sur les tendances des troubles politiques au cours de la dernière année. Pour consulter le rapport complet du Dr Roudabeh Kishi, directrice de recherche à ACLED, et de Melissa Pavlik, analyste, [ACLED 2018: Bilan de l'année, cliquez ici](#).

Résumé

Les troubles politiques se répandent dans un nombre croissant d'aires géographiques : la diminution de l'ampleur globale de celles-ci en 2018 a de ce fait été accompagnée d'une extension de leur périmètre. La violence et les manifestations politiques ont augmenté dans un nombre plus élevé de pays par rapport à ceux où ils ont diminué ; la quantité de zones touchées par le conflit a fortement augmenté dans le monde entier ; la violence de proximité contre des civils [1] s'est intensifiée. De plus, la moitié des pays d'Afrique, d'Asie du Sud et du Sud-Est et du Moyen-Orient ont connu une augmentation du nombre de morts violentes.

Les données de 2018 collectées par Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) montrent que la violence politique à l'échelle mondiale a considérablement évolué au cours de la dernière année, et de façon différente dans chaque région : la quantité et la nature des événements impliquant manifestations politiques et violence organisée ; le nombre de décès déclarés ; la prolifération d'acteurs armés ; l'empreinte géographique de la violence – toute ces catégories varient considérablement selon le lieu et le temps.

[ACLED 2018 : Bilan de l'année](#) offre un aperçu des évolutions des troubles politiques dans la dernière année.

Les tendances principales

Les troubles politiques se répandent dans un nombre croissant d'aires géographiques. En 2018, le nombre de sites touchés a augmenté de près de 15% en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient. L'étendue géographique de la violence politique organisée s'est élargi de 11%, alors que celle des émeutes et des protestations de 24,5%. Presque tous les pays couverts par ACLED ont connu un conflit dans au moins un nouveau site en 2018 : cela semble impliquer non seulement une expansion géographique des conflits au sein d'aires déjà touchées, mais aussi la survenance de ceux-ci dans de nouvelles zones. En 2018, plus de la moitié des sites touchés par la violence n'avaient pas connu de conflits auparavant. Pourtant, la grande majorité des nouvelles zones se situe à proximité de zones qui ont été un théâtre de conflit auparavant, ce qui indique l'expansion, plutôt que l'émergence, de nouvelles lignes de front.

La violence politique s'est stabilisée en 2018, alors que le nombre d'épisodes de protestation a augmenté. Les troubles politiques ont légèrement diminué (d'environ 2%) entre 2017 et 2018 et la violence politique organisée a baissé d'environ 16%. Cette variation indiquerait que le nombre de manifestations a été particulièrement élevé en 2018 : près de 36 000 manifestations ont eu lieu l'année dernière dans les 75 pays couverts par ACLED – à savoir une croissance de 33% à l'échelle mondiale (de plus d'un tiers en Asie du Sud, du double au Moyen Orient).

Bien que les conflits aient été globalement moins meurtriers, le nombre de morts violentes a augmenté dans la moitié des pays couverts par ACLED. Le nombre total de morts déclarés a fortement diminué (de plus de 22%) entre 2017 et 2018, à cause d'une diminution de la mortalité des conflits majeurs, tels que la guerre civile en Syrie. Cependant, la moitié des pays couverts par ACLED a connu une augmentation du nombre de morts violentes au cours de l'année, notamment au Yémen, en Arabie saoudite, en Afghanistan, au Mali et au Cameroun.

La violence de proximité contre les civils enregistre une augmentation, malgré une diminution de la violence à distance. Par rapport à 2017, en 2018 ACLED a rapporté environ 1 000 cas supplémentaires d'attaques de proximité contre des civils. Dans l'ensemble, les civils ont été affectés par des guerres conventionnelles (Syrie, Afghanistan et Yémen), mais aussi par la répression gouvernementale (Philippines) et les exactions perpétrées par les milices (Nigeria et Inde). Les cas de violence à distance contre des civils ont diminué grâce, en grande partie, à une baisse considérable au Moyen-Orient - même si l'on enregistre une augmentation dans d'autres régions et pays, notamment au Yémen et au Mali.



ACLED

Bringing clarity to crisis

Le nombre d'acteurs de la violence a enregistré, par rapport à 2017, une augmentation substantielle, avec une croissance de 23% du nombre d'acteurs identifiés en 2018. Bien plus que la moitié des 2 271 agents armés qui ont été actifs en 2018 ont apparu pour la première fois cette même année - le nombre des nouveaux acteurs s'élevant à 1 400. Cependant, en 2018 ces nouveaux acteurs n'ont contribué qu'à 7% du nombre d'actes de violence organisée : les acteurs principaux demeurent solidement implantés et protagonistes des conflits actuels.

Les forces étatiques sont les acteurs les plus violents au niveau mondial et sont directement responsables de la plupart des victimes civiles. Malgré la tendance vers une prévalence d'acteurs non étatiques dans les conflits, ce sont les forces étatiques qui ont été les acteurs les plus violents en 2018. Non seulement celles-ci ont été impliquées dans le plus grand nombre d'épisodes de conflit au Yémen, en Syrie et en Afghanistan, mais elles sont également responsables du plus grand nombre de victimes civiles dans toutes les régions. Cela semble indiquer que les acteurs non étatiques ne sont pas les seuls à utiliser des "tactiques terroristes" pour cibler des civils.

Les situations de crise

De tous les pays couverts par ACLED, la Syrie, le Yémen, l'Afghanistan et l'Irak sont ceux qui ont connu les conflits les plus violents. Tous confondus, ces quatre pays sont le théâtre de plus de 60% de tous les actes de violence organisée enregistrés par ACLED en 2018. La guerre civile syrienne demeure l'un des conflits les plus ravageurs au monde, malgré une baisse significative de la violence depuis 2017, et représente presque 30% du nombre total d'événements violents organisés dans la base de données ACLED 2018 – le nombre le plus important parmi tous les pays couverts.

La guerre en Afghanistan, quant à elle, est la plus meurtrière, l'Afghanistan étant nettement le pays couvert par ACLED où le plus de morts ont été enregistrés en 2018. Ce chiffre égale quasiment le nombre de fatalités reportées en Syrie et au Yémen réunis : malgré un nombre inférieur d'épisodes de violence, la guerre en Afghanistan représente 30% de tous les décès enregistrés par ACLED au cours de l'année.

La Syrie est le lieu le plus dangereux pour les civils. L'année dernière, presque autant de civils ont été tués en Syrie qu'au Nigéria, au Yémen, en Afghanistan et aux Philippines réunis - les quatre pays les plus meurtriers pour les civils après la Syrie. La moyenne reportée est de presque quatre morts de civiles tous les 10 000 Syriens, bien que ce compte n'inclue pas les morts indirects - tels que les individus tués dans des tirs croisés -, ce qui implique que le nombre de civils tués est en réalité beaucoup plus élevé.

Les Philippines doivent être considérées, de fait, comme une zone de guerre. En 2018, plus de civils ont été tués aux Philippines qu'en Irak, en Somalie ou en République démocratique du Congo. Ce constat met en exergue la létalité de la « guerre à la drogue » menée par le président Rodrigo Duterte, qui apparaît en effet une véritable opération de terrorisme d'État : en 2018, les Philippines ont connu le même nombre de victimes de ciblage direct de civils que l'Afghanistan.

L'état de danger pour les civils au Mali continue d'empirer. Bien que l'année 2017 ait marqué le record d'événements violents des vingt dernières années, la situation s'est aggravée davantage en 2018, avec une augmentation de 40% des violences. Ce qui à l'origine a commencé sous forme de combats entre groupes armés associés à différentes communautés (endiguement des milices et représailles) s'est progressivement transformé en ciblage direct des civils. Le nombre de victimes civiles résultant d'un ciblage direct par attaques à distance a augmenté au Mali en 2018, ce qui en fait l'un des rares pays de la région à avoir connu cette tendance, précédé seulement par le Yémen.

[Accédez au rapport complet ici.](#)

[1] Cela inclut, par exemple, les attaques à l'arme à feu ou à l'arme blanche. Les attaques pour lesquelles l'acteur n'a pas besoin d'être à proximité, telles que les frappes aériennes ou les explosifs déclenchés à distance, sont exclues du compte.